

IV. LES REVENUS ET LA DEMANDE DES ENTREPRISES

1. Les résultats des entreprises

En 1983, les résultats des entreprises se redressent légèrement par rapport à leur niveau très dégradé du second semestre 1982. Ainsi, en moyenne sur l'année, pour l'ensemble des entreprises, la part de l'excédent brut d'exploitation dans la valeur ajoutée s'établit à 36,7 %, au lieu de 36,2 % au deuxième semestre 1982. L'épargne des sociétés représente 10,1 % de leur valeur ajoutée, soit une fraction plus importante qu'en 1981 et 1982, mais qui reste à un niveau inférieur à celui des décennies 60 et 70.

La formation du coût salarial unitaire (ensemble des entreprises)

taux de croissance trimestriels

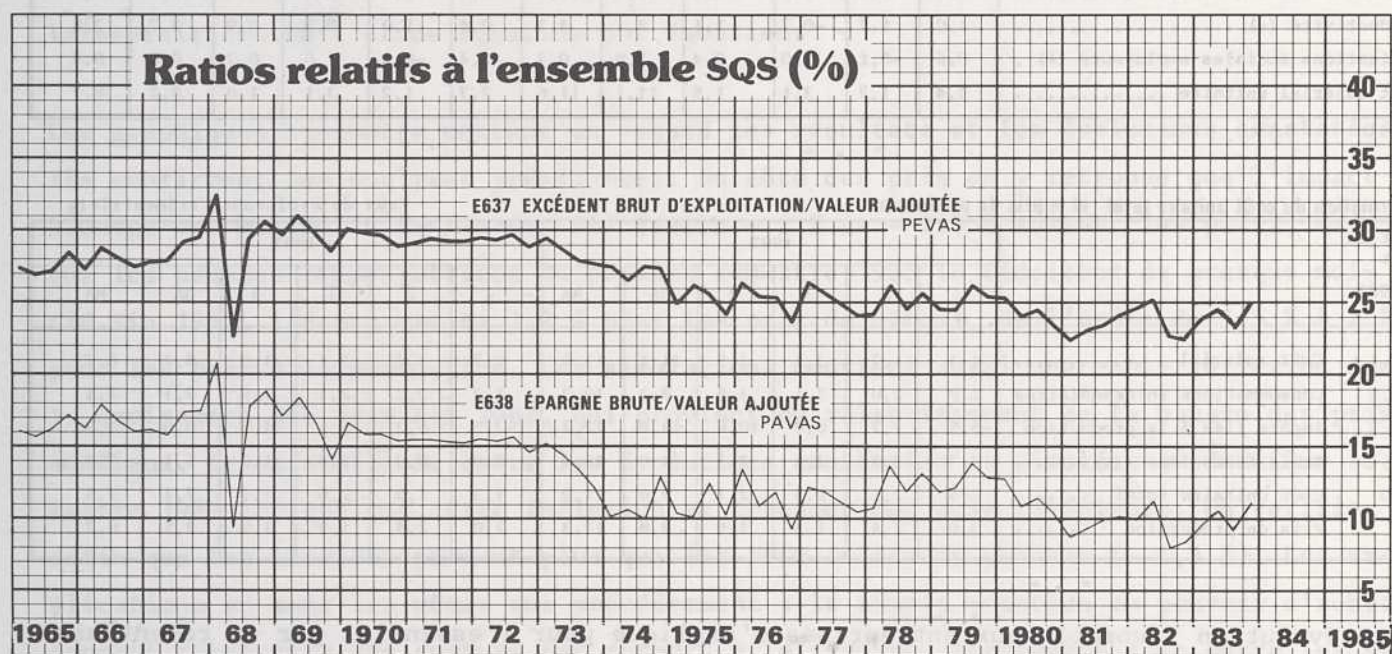
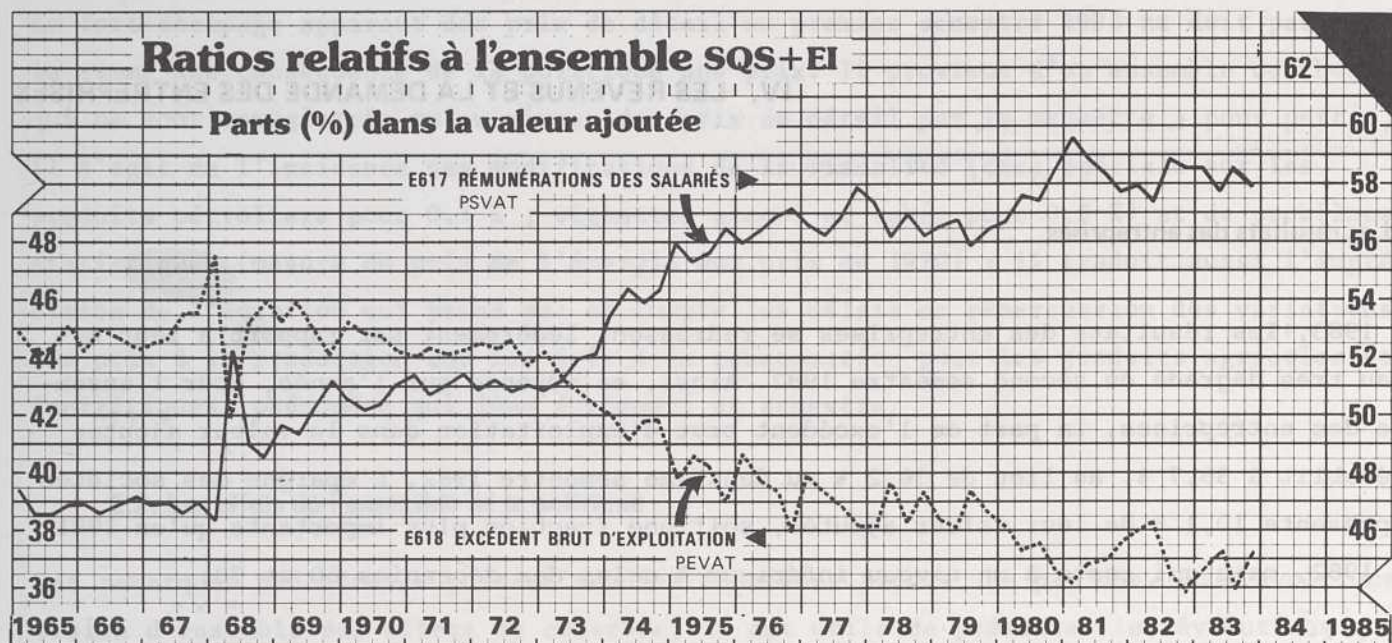
	1982						1983					
	1	2	3	4	GA	MA	1	2	3	4	GA	MA
Salaire horaire (+)	4,9	3,5	1,3	2,3	12,5	15,6	3,4	2,5	2,4	1,9	10,5	10,6
Productivité (-)	1,0	1,7	-0,7	1,1	3,1	4,3	0,4	1,0	0,3	0,9	2,7	2,5
Cotisations sociales employeurs (+) .	0,6	-0,1	1,0	0,4	2,0	0,7	-0,4	-0,3	1,0	0,2	0,7	0,7
Coût salarial unitaire	4,4	1,7	3,1	1,5	11,1	11,6	2,7	1,2	3,1	1,0	8,2	8,7

La formation du coût unitaire total et le prix de production

Taux de croissance trimestriels

part en % en 1982		1982						1983					
		1	2	3	4	GA	MA	1	2	3	4	GA	MA
32,1	Coût salarial	4,4	1,7	3,1	1,5	11,1	11,6	2,7	1,2	3,1	1,0	8,2	8,7
60,5	Consommations intermédiaires	2,0	2,0	2,1	1,8	8,2	10,2	1,2	2,2	2,1	1,5	7,1	7,4
4,3	Impôts liés à la production	-5,5	7,7	0,9	10,6	13,6	12,7	-7,2	5,2	8,2	-4,5	0,8	9,3
3,1	Frais financiers	4,7	3,3	3,2	2,1	14,0	16,7	2,0	0,0	2,0	1,0	5,1	7,4
100	Coût unitaire total	2,5	2,2	2,5	2,1	9,6	11,0	1,3	1,9	2,6	1,1	7,1	7,9
	Prix de production	3,0	2,4	1,3	1,9	8,8	11,3	2,0	2,4	1,9	1,9	8,5	8,2

Cette évolution favorable aux entreprises s'explique pour l'essentiel par un ralentissement marqué de la hausse des prix des consommations intermédiaires. En effet la baisse du prix du pétrole de l'hiver 1983 est à l'origine d'une augmentation très faible du coût unitaire des consommations intermédiaires ce trimestre (+ 1,2 %). Les hausses plus fortes des deuxième et troisième trimestres (respectivement + 2,2 % et + 2,1 %), liées au renchérissement de l'énergie et des biens intermédiaires importés, sont comparables à celles de 1982. Au total, en moyenne sur l'année, le coût unitaire des consommations intermédiaires s'accroît de 7,4 % soit de 0,8 % de moins que le prix à la production (8,2 %). *Là est l'origine du redressement des comptes des entreprises.* Car le coût salarial unitaire, au contraire, en raison de faibles gains de productivité, d'une forte



Ratios des comptes des entreprises

niveau semestriel en %

	1982			1983		
	I	II	MA	I	II	MA
EBE/V.A. des entreprises.....	38.0	36.2	37.1	36.9	36.5	36.7
EBE/V.A. des SQS	24.9	22.7	23.8	24.2	24.2	24.2
Epargne brute/V.A. des SQS ..	10.6	8.2	9.4	10.0	10.2	10.1

croissance du taux de salaire horaire au 1^o trimestre (+ 3,4 %) et du passage de 3,48 à 4,08 points du taux des cotisations employeurs ASSEDIC au 1^o juillet, augmente plus vite que le prix à la production (+ 8,7 % en moyenne annuelle).

Ce mouvement d'ensemble recouvre des évolutions assez différenciées, selon les secteurs d'activité d'une part, entre entreprises individuelles et sociétés d'autre part.

Pour apprécier la situation relative des secteurs, on ne dispose d'indications que sur les coûts des consommations intermédiaires et sur les salaires bruts hors cotisations sociales employeurs : il n'existe pas pour l'heure de statistiques conjoncturelles fiables permettant de partager entre secteurs ni les impôts ni les frais financiers ni les cotisations sociales dues par les employeurs. Si l'on se limite à la fraction connue des coûts d'exploitation, *les résultats des secteurs industriels paraissent beaucoup plus favorables que ceux des secteurs non industriels*. Par un effet de structure, la décélération de la hausse des prix de l'énergie et des biens intermédiaires importés leur profite davantage (6,7 % contre 8,0 % en moyenne annuelle). De plus une meilleure tenue de la production et une plus forte réduction des effectifs employés se conjuguent pour donner des gains de productivité bien plus élevés dans l'industrie (+ 4,8 % en moyenne annuelle) que dans les secteurs non industriels (+ 0,7 %). Et la hausse un peu plus forte des prix de production de ces derniers ne compense que la moitié de la différence d'augmentation des coûts.

Cette analyse s'accorde mal avec les réponses que font les entreprises industrielles à l'enquête trésorerie de l'INSEE. En effet si elles confirment au second semestre 1983 un léger redressement de leurs résultats d'exploitation et de leur situation de trésorerie, les réponses à l'enquête de mai dernier faisaient état d'une dégradation générale des comptes. On peut avancer plusieurs explications partielles à cette différence : les entrepreneurs ont pu répondre davantage en fonction de l'évolution récente, peu favorable au second trimestre (les coûts unitaires d'exploitation progressent plus vite que les prix à la production dans l'industrie au printemps) qu'au vu des résultats de l'ensemble du premier semestre ; ils ont pu être influencés par le climat général, particulièrement morose à l'époque ; on ne connaît pas l'évolution infra-annuelle des prélèvements obligatoires et des frais financiers dans l'industrie ; enfin le premier semestre voit sous l'effet de l'encadrement du crédit un net ralentissement de la progression des crédits de trésorerie aux entreprises qui peut contribuer également à expliquer l'état d'esprit des entrepreneurs. Mais il faudra attendre le dépouillement des bilans annuels pour assurer le diagnostic.

On retrouve également des évolutions fort différentes des résultats d'exploitation lorsque l'on examine séparément les sociétés et quasi-sociétés d'une part, les entreprises individuelles d'autre part. L'excédent brut d'exploitation des sociétés s'accroît en

La productivité dans les secteurs industriel et non industriel

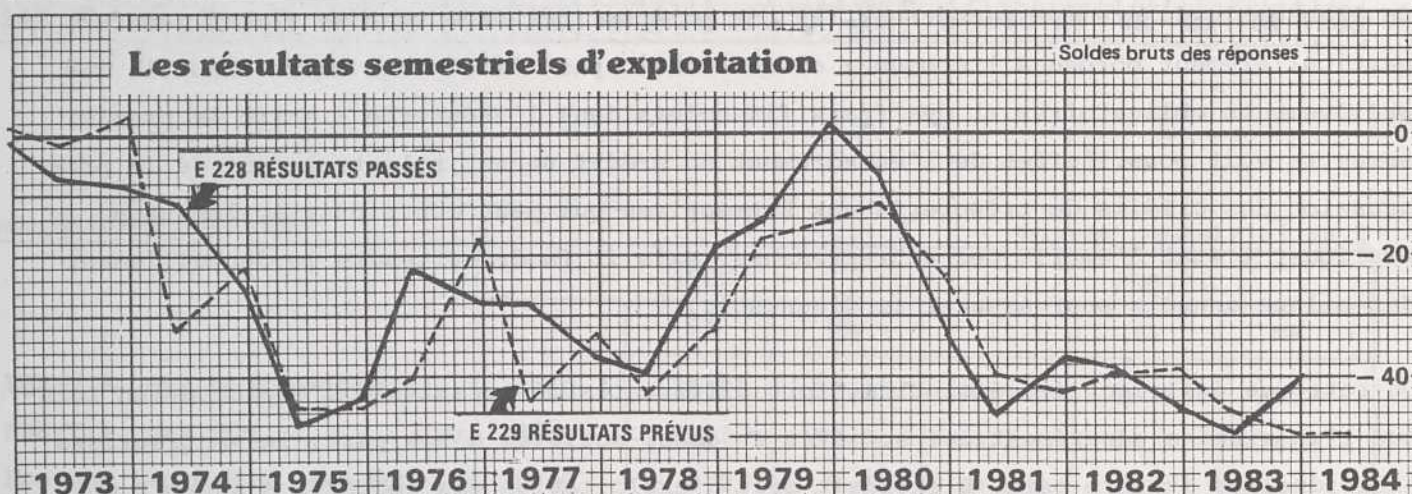
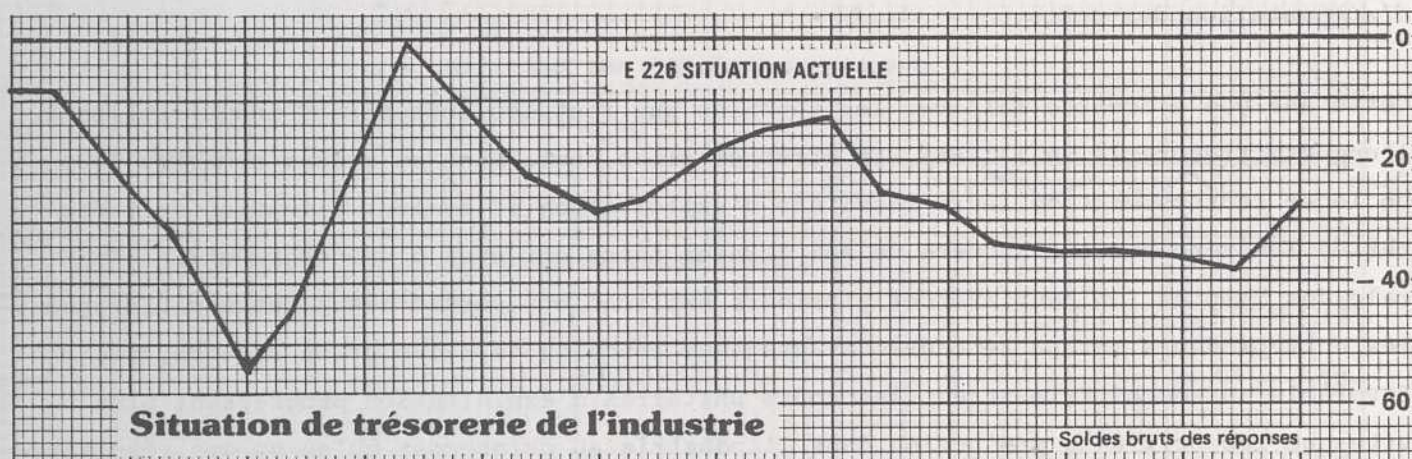
taux de croissance trimestriels

	1982						1983					
	1	2	3	4	GA	MA	1	2	3	4	GA	MA
Secteur industriel	0,7	1,8	-0,7	1,6	3,5	4,4	1,6	1,1	1,4	1,2	5,4	4,8
Secteur non industriel	1,4	1,5	-0,6	0,6	2,9	4,5	-0,6	1,0	-0,5	0,9	0,9	0,7
Ensemble	1,0	1,7	-0,7	1,1	3,1	4,3	0,4	1,0	0,3	0,9	2,7	2,5

Le coût unitaire des consommations intermédiaires dans les secteurs industriel et non industriel

taux de croissance trimestriels

	1982						1983					
	1	2	3	4	GA	MA	1	2	3	4	GA	MA
Secteur industriel	2,3	2,0	2,6	1,9	9,1	11,1	0,3	2,3	1,8	1,6	6,1	6,7
Secteur non industriel	2,0	1,9	1,7	1,7	7,4	9,8	2,2	2,1	2,2	1,5	8,1	8,0
Ensemble	2,0	2,0	2,1	1,8	8,2	10,2	1,2	2,2	2,1	1,5	7,1	7,4



moyenne annuelle de 12,3 %, celui des entreprises individuelles de 4,0 % seulement. Cette différence provient de la baisse de la valeur ajoutée de l'agriculture (- 5,7 % en volume, - 2,0 % aux prix courants) ou se trouvent de nombreuses entreprises individuelles, comme d'ailleurs dans d'autres secteurs non industriels (bâtiment, commerce) dont la situation, on l'a vu, est moins favorable que celle de l'industrie.

En définitive, l'excédent brut d'exploitation des sociétés et quasi-sociétés s'accroît d'environ 50 milliards en 1983. Comme les impôts sur le revenu restent pratiquement stables, après les bas profits de 1982, c'est la progression des intérêts et dividendes versés (environ 20 milliards) qui ramène l'accroissement de l'épargne brute à 30 milliards environ pour 1983.

2. La formation brute de capital fixe des entreprises

Les revenus des entreprises s'accroissent en 1983. Les crédits à l'investissement se développent en valeur nominale plutôt plus rapidement qu'en 1982 à travers les normes spécifiques qui leur ont été assignées dans le cadre de l'encadrement. Leur coût se réduit grâce à l'augmentation de la part des crédits à taux privilégiés (prêts à long terme bonifiés dont l'enveloppe a été portée à 29,5 milliards, prêts bancaires à long terme réservés par priorité aux entreprises industrielles) et à la baisse du taux d'intérêt nominal.

Il semble donc paradoxal que le volume de la formation brute de capital fixe des entreprises baisse de 0,8 % en moyenne annuelle en 1983, après une progression de 3,3 % l'année précédente. La baisse plus accentuée des investissements en construction que de ceux en biens d'équipement indique une réduction de la part des investissements de capacité au profit des investissements de renouvellement. Deux explications rendent compte de ce phénomène.

Dans l'industrie concurrentielle, où la production est orientée à la hausse depuis la mi-1982 et par là même devrait susciter un effort d'équipement, il semble bien que les chefs d'entreprise n'aient pas anticipé cette reprise de leur activité. Ils n'ont pas révisé en hausse en cours d'année les prévisions d'investissement qu'ils avaient faites à l'enquête de conjoncture de novembre 1982 : le plan de mars 1983 a fait craindre une baisse importante de l'activité pour le reste de l'année, comme en témoignent les perspectives générales de production qui n'ont jamais été aussi pessimistes qu'au deuxième trimestre 1983 ; de plus, ils ont sous-estimé la vigueur de la demande étrangère. Aussi, selon l'enquête de conjoncture de novembre 1983, la baisse du volume de l'investissement de l'industrie atteindrait 4 % en moyenne annuelle et aux prix de l'année précédente. Elle est moins forte qu'en 1981 et 1982, grâce à la progression enregistrée dans le secteur public, et plus particulièrement dans la sidérurgie et la chimie de base. Malgré

Estimation de la FBCF par secteur (aux prix de l'année précédente)

%

	Structure par branche en 82	Taux de variation en volume 83/82
GEN	22,2	- 3
FBCF productive des autres SQS-EI ...	68,7	- 2
dont : Industrie	27,1	- 4
Agriculture	7,7	- 1
B.T.P.	3,7	- 4
Commerces - Services	30,2	- 1
Logement	9,1	2
TOTAL	100,0	- 2

Source : INSEE

Les crédits aux entreprises

taux de croissance trimestriels

	1982					1983					Encours à fin sept. 83 Mds CVS
	1	2	3	4	GA	1	2	3	* 4	* GA	
Ensemble des crédits	3,3	3,9	2,8	2,9	13,5	2,8	2,2	2,6	nd	nd	1 521,6
dont - crédits de trésorerie	4,5	5,2	3,8	2,1	8,5	0,8	0,6	3,5	nd	nd	427,4
- crédits à l'exportation (1)	2,9	8,4	0,9	2,9	15,7	4,7	2,0	-0,6	nd	nd	118,5
- crédits à l'investissement	2,9	3,4	2,2	3,1	12,2	3,4	3,1	2,4	nd	nd	606,2
Crédits bancaires	4,4	4,2	3,1	2,5	15,1	2,6	1,5	3,2	2,6	10,3	1 016,7
dont - crédits de trésorerie	4,1	5,5	3,7	3,8	18,3	0,9	0,7	3,6	2,1	7,6	426,3
- crédits à l'exportation (1)	3,0	7,6	1,1	3,4	15,9	4,7	1,2	-0,3	3,9	9,8	117,9
- crédits à l'investissement	2,6	3,4	2,3	2,4	11,3	3,8	2,4	3,0	2,8	11,2	356,6

(1) Consentis aux seuls résidents

Source : Banque de France

l'importance des besoins liés au renouvellement normal des équipements, dans le climat ambiant, les entreprises industrielles du secteur concurrentiel ont préféré différer l'augmentation de leurs dépenses. Un redressement se dessine d'ailleurs en fin d'année.

La hausse de l'investissement en 1982 était le fait des Grandes Entreprises Nationales et des secteurs commerce et services. Or les investissements de ces branches qui représentent plus de la moitié du total, baissent en 1983. La baisse de 3 % enregistrée dans les grandes entreprises nationales résulte de la stagnation des besoins et de la volonté des pouvoirs publics, réaffirmée dans le plan de mars 1983, de réduire le recours au financement externe de ces entreprises, déjà fortement endettées. L'évolution de l'activité est peu favorable dans le commerce et les services et l'investissement y connaît une légère baisse : les mises en chantier de commerces et de bureaux, bien que plus élevées cette année que l'an dernier, ne suffisent pas, compte tenu des délais de réalisation, à maintenir le niveau des investissements en bâtiment en 1983. Enfin, le recul du revenu agricole et la dégradation durable de l'activité dans le bâtiment expliquent la baisse de l'investissement de ces deux secteurs.

3. La formation de stocks

Au cours de l'année 1983, d'après les comptes trimestriels, les stocks ont augmenté de 8,8 milliards de francs 1970. Ce sont les stocks de produits manufacturés qui se sont accrus (+ 12,4 milliards de francs 1970), ceux des produits agricoles et d'énergie se sont au contraire allégés.

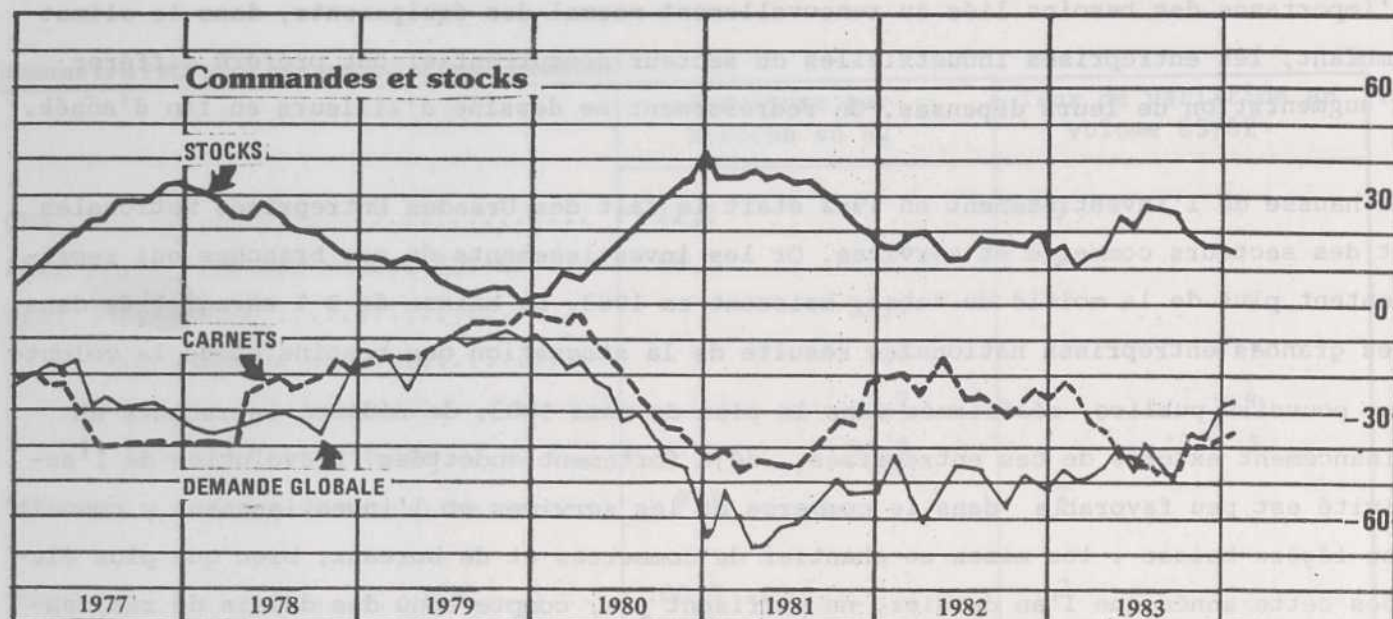
La formation des stocks

milliards de francs 1970

	1982					1983				
	1	2	3	4	Total	1	2	3	4	Total
Produits agricoles	1,0	1,7	1,4	0,9	5,0	0,4	-0,4	-1,5	-1,2	-2,7
Produits des Industries Agricoles et Alimentaires	-0,4	0,4	0,7	0,2	0,8	0,8	1,3	0,4	1,0	3,5
Energie	-0,3	-0,7	-1,1	-1,3	-3,1	-1,5	-1,0	-0,8	-1,3	-4,6
Produits manufacturés	2,3	5,3	1,9	1,8	11,3	5,6	2,3	1,4	3,1	12,4
Total	2,5	6,3	2,5	1,7	13,1	5,1	2,3	-0,3	1,8	8,8

3.1. Les stocks des produits agricoles et agroalimentaires

L'évolution des stocks de produits agricoles est essentiellement imputable au déstockage de céréales et de vin et secondairement de pommes. Dans les industries agroalimentaires au contraire, le stockage provient massivement du beurre et secondairement du sucre.



La relation entre l'opinion sur stocks des enquêtes de conjoncture et la variation de stocks des comptes trimestriels

L'expérience a montré qu'à la question : "jugez-vous normal le niveau de vos stocks ?" Les industriels apportent une réponse dont l'interprétation est délicate. Pour partie ce jugement se traduit par un comportement actif : ils déstockent quand ils trouvent leurs stocks supérieurs à la normale, stockent dans le cas contraire. Pour le restant, le jugement des industriels reflète simplement l'écart de leurs stocks à un niveau normal fixe : les variations de leurs réponses représentent les variations des stocks.

La juxtaposition de ces deux phénomènes donne l'équation économétrique empirique qui suit :

$$\frac{\Delta \text{stocks}}{\text{stocks}} \text{ (en \%)} = -0,06 \text{ OP} + 0,09 (\text{OP (+1)} - \text{OP}) + 2,4$$

$$R^2 = 0,60$$

OP = opinion sur stocks

La variable expliquée est l'accroissement trimestriel des stocks des comptes trimestriels en pourcentage. La variable explicative est calculée à partir des réponses aux enquêtes effectuées dans l'industrie et dans le commerce.

3.2. Les stocks de produits énergétiques

Le déstockage de produits énergétiques s'est poursuivi en 1983 : de décembre 1982 à décembre 1983, il atteint 6 millions de TEP. Il concerne les produits pétroliers (- 6 millions de TEP) et le charbon (- 2 millions de TEP) mais s'accompagne d'un fort stockage de gaz (2 à 3 millions de TEP).

Aussi à la fin de l'année 1983, les stocks de réserve (1) de produits pétroliers représentent 3 mois de consommation : ils sont donc pratiquement au niveau minimum requis depuis septembre 1983 qui est fixé à 91 jours (2) (au lieu de 100 auparavant). Pour le gaz, ce sont 5 à 6 mois de consommation qui sont actuellement en stock.

Stocks de produits pétroliers en fin de mois

nombre de jours

1982		1983										
N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N
124	117.5	121.5	109	98	90	92	96.5	103	109	104	100	94

Source : INSEE

3.3. Les stocks de produits manufacturés

Le stockage de 12,4 milliards de francs 1970 mesuré par les comptes trimestriels s'est opéré au travers de fluctuations importantes au cours de l'année 1983. Le niveau de l'ensemble des stocks de produits manufacturés en fin d'année semble proche de la normale. Les situations par produit sont un peu différentes : dans les biens intermédiaires, malgré les fortes importations du quatrième trimestre, ils semblent bas, mais ils sont en revanche trop élevés dans les biens de consommation et dans l'automobile. Dans ce secteur, l'évolution quantitative des stocks telle qu'elle est calculée dans les comptes trimestriels semble sujette à caution. Enfin dans les biens d'équipement professionnel, les stocks sont normaux si l'on tient compte de la dérive habituellement observée.

On peut aussi apprécier le niveau des stocks en fin d'année directement au vu des réponses des industriels et des commerçants aux enquêtes de conjoncture. Les stocks de produits finis y semblent proches de la normale. Ils sont toutefois encore un peu trop élevés dans les biens de consommation courante. Dans le commerce également les stocks sont revenus à un niveau satisfaisant, alors qu'ils étaient trop élevés au niveau du détail à l'automne.

(1) Les stocks de réserve représentent en volume 85 % des stocks de produits pétroliers.

(2) Il s'agit de jours de consommation au cours des 12 mois précédents.

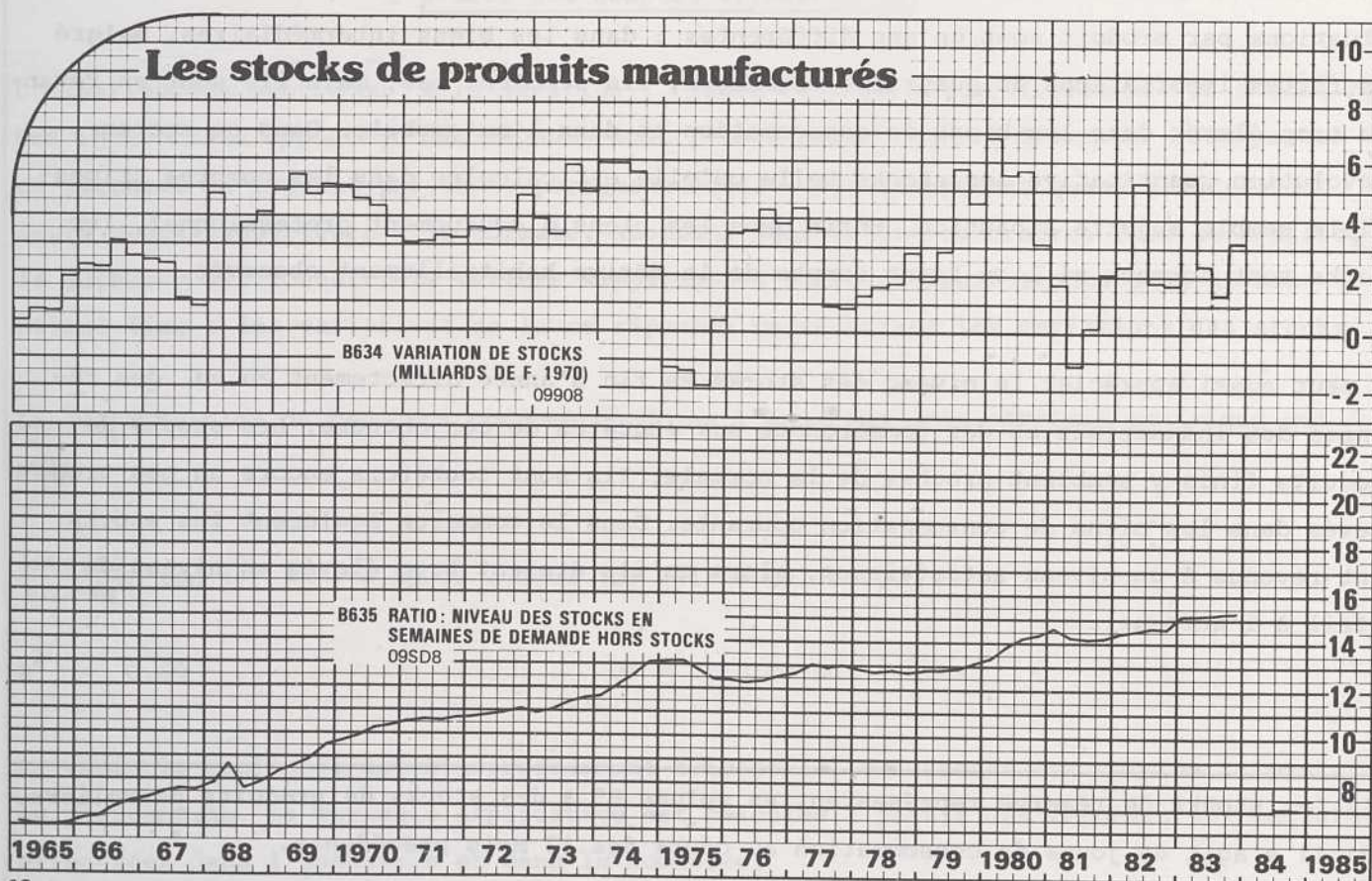
Les enquêtes donnent ainsi (sauf sur l'automobile) une appréciation des stocks en fin d'année assez proche de celle dégagée de l'analyse faite à partir des comptes trimestriels. Une lecture "avertie" des enquêtes (voir encadré) propose d'ailleurs, au moins globalement sur l'ensemble de l'année, une mesure du stockage similaire à celle qu'en donnent les comptes trimestriels.

Variation des stocks

milliards de francs 1970

	1983				
	1	2	3	4	Total
Dans les comptes trimestriels	5.6	2.3	1.4	3.1	12.4
Simulée par l'équation	3.3	5.3	1.4	2.4	12.4

Si le stockage apparaît au premier trimestre beaucoup plus important dans les comptes trimestriels que dans la simulation faite à partir des enquêtes, on observe le phénomène inverse au second. Un comportement de termaillage réel au premier trimestre peut expliquer cette divergence si l'on tient compte du fait que, dans leurs réponses aux enquêtes, les industriels jugent leurs stocks en faisant abstraction des mouvements spéculatifs appelés à s'inverser le trimestre suivant.



V. LE REVENU ET LA DEMANDE DES MÉNAGES

1. Les revenus des ménages

Selon les informations actuellement disponibles, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages, calculé avec l'indice des prix de détail, baisserait d'environ + 0,7 % en 1983 en moyenne annuelle. Il décroît depuis la mi-1982. Cette évolution négative, plus forte que celle de 1980, résulte d'une augmentation du prélèvement fiscal réel associé à une baisse du pouvoir d'achat du revenu brut des entrepreneurs individuels, alors que les revenus salariaux et sociaux se maintiennent en valeur réelle.

Il est utile, pour analyser la formation des salaires, de séparer les organismes verseurs en trois grandes catégories : les entreprises non financières à l'exception des grandes entreprises nationales (GEN), les entreprises financières et grandes entreprises nationales, enfin les administrations publiques.

L'évolution du pouvoir d'achat de la masse des salaires bruts des entreprises non financières hors GEN est la résultante de la baisse des effectifs (- 1,1 % en moyenne annuelle) et de la durée hebdomadaire du travail (- 0,9%) que ne compense pas l'augmentation du pouvoir d'achat du taux de salaire horaire moyen (1,2 %).

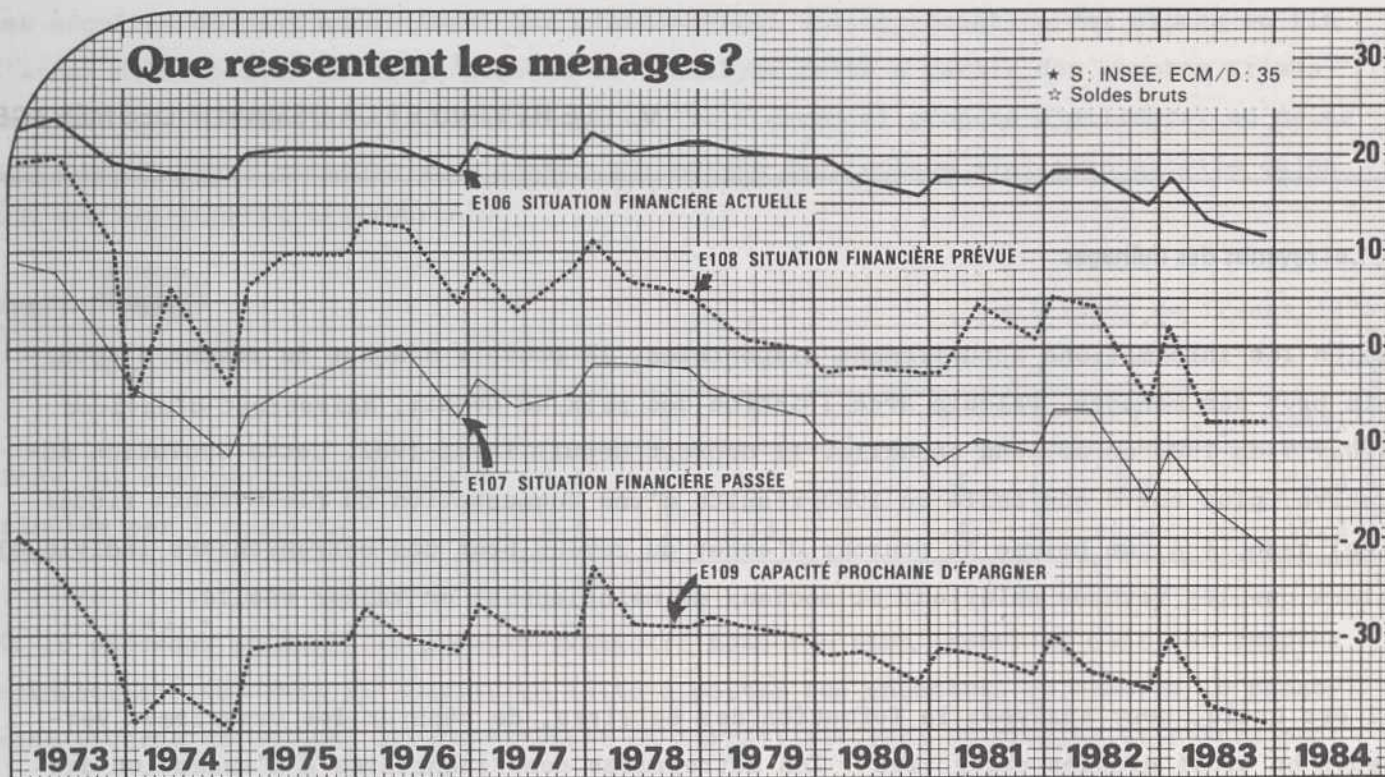
Au contraire, l'embauche s'est poursuivie dans les grandes entreprises nationales et dans les entreprises financières. Les effectifs se sont accrus de 1,7 % en moyenne annuelle, et étant donné la baisse de la durée hebdomadaire du travail et une quasi-stabilité du pouvoir d'achat du traitement brut, le pouvoir d'achat de la masse salariale augmente de 1,2 %. De même la progression des effectifs (+ 0,5 %) et l'évolution des traitements (voir Chapitre II) expliquent la croissance modérée (+ 0,5 %)

La formation des salaires bruts

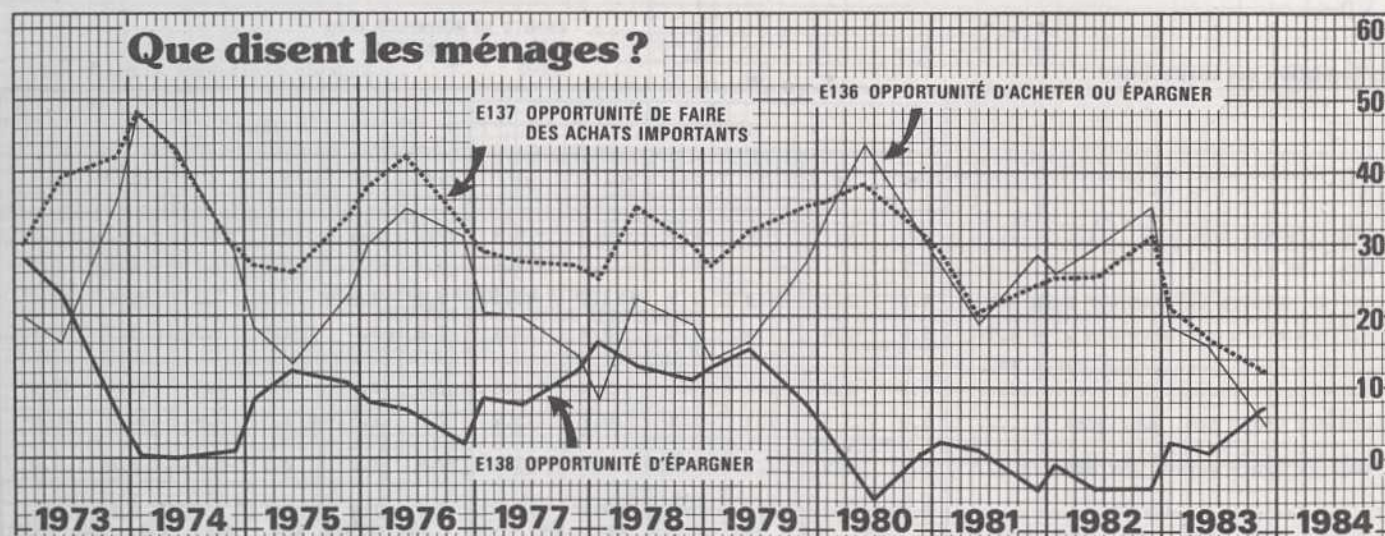
Taux de croissance trimestriels

	1982						1983					
	1	2	3	4	GA	MA	1	2	3	4	GA	MA
Effectifs ENF hors GEN	0.1	0.1	0.0	-0.3	- 0.0	- 0.4	-0.5	-0.4	-0.3	-0.3	- 1.5	- 1.1
Durée ENF hors GEN	-1.2	-1.2	-0.3	-0.2	- 3.1	- 2.6	-0.1	-0.2	-0.2	-0.2	- 0.7	- 0.9
Taux de salaire horaire ENF hors GEN .	4.8	3.5	1.3	2.3	12.5	15.5	3.5	2.5	2.3	1.9	10.6	10.7
Salaires bruts ENF hors GEN	3.6	2.4	1.1	1.8	9.2	12.1	2.9	2.0	1.8	1.3	8.3	8.4
Salaires bruts Entreprises financières + GEN	4.8	3.8	2.1	2.1	13.4	16.7	2.9	2.9	2.8	1.5	10.4	10.8
Salaires bruts Adm. publiques	3.0	3.9	1.1	2.3	10.7	15.4	2.8	2.5	2.5	1.9	10.0	10.0
Salaires bruts versés aux ménages	3.6	2.9	1.3	1.9	10.0	13.3	2.9	2.2	2.1	1.4	8.8	9.0
Indice des prix de détail	2.8	3.1	1.4	1.9	9.5	12.0	2.6	2.8	2.1	1.9	9.8	9.5

Que ressentent les ménages ?



Que disent les ménages ?



du pouvoir d'achat de la masse salariale brute versée par les administrations publiques.

La masse salariale par tête apparaît donc pratiquement stable en pouvoir d'achat tant dans les administrations publiques que dans les entreprises non financières hors GEN. En moyenne annuelle, elle baisse d'environ 0,5% pour les grandes entreprises nationales et les entreprises financières. Notons toutefois que les fonctionnaires ont versé en année pleine en 1983 la contribution de solidarité de 1 % instituée en novembre 1982 : traitée en impôt en comptabilité nationale, elle n'est pas incluse dans ce calcul.

Au total, le pouvoir d'achat de la masse des salaires bruts reçus par les ménages baisse de 0,4 % en moyenne annuelle et de 0,8 % en glissement en 1983. Cette baisse s'accroît lorsque l'on passe aux salaires nets (-1,3 % en moyenne annuelle) du fait de la forte hausse des cotisations sociales à la charge des salariés (+ 5,7 % en pouvoir d'achat). Mais le maintien d'une croissance, même ralentie, des prestations sociales (voir chapitre II ci-dessus) assure la préservation du pouvoir d'achat des revenus salariaux et sociaux.

Ce sont donc l'augmentation des impôts et la baisse du revenu brut d'exploitation des entrepreneurs individuels liée aux mauvais résultats des commerces et à une récolte moins exceptionnelle qu'en 1982 qui rendent compte de la baisse du pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages.

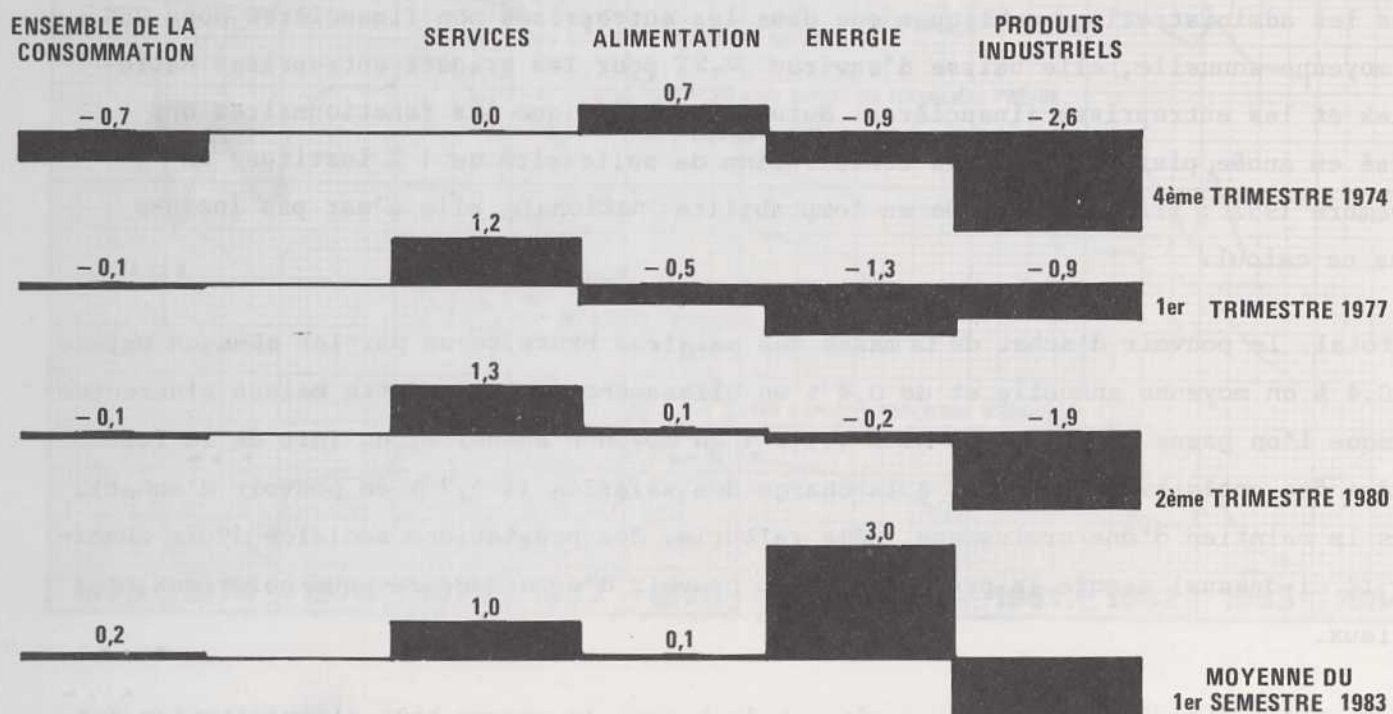
Deux éléments supplémentaires doivent être pris en compte si l'on désire juger de la situation financière des ménages en 1983. Tout d'abord l'emprunt obligatoire décidé en mars 1983 (10 % de l'impôt sur le revenu de 1982 pour les ménages payant plus de 5000 F d'impôts) a ponctionné les encaisses des ménages d'environ 13,6 milliards de francs aux deuxième et troisième trimestre. Ensuite, les ménages ont supporté, tout

La formation du pouvoir d'achat du revenu disponible brut

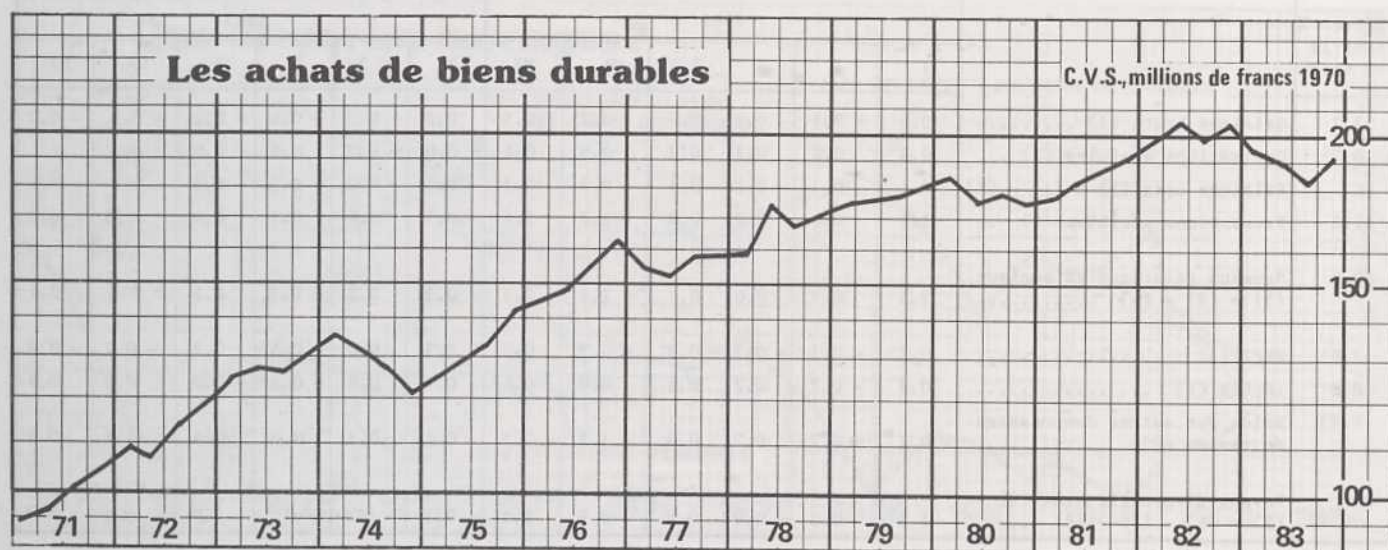
Contribution au taux de croissance trimestriel

Part en % dans le RDB en 82		1982						1983					
		1	2	3	4	GA	MA	1	2	3	4	GA	MA
52.7	Salaires bruts (1)	0.4	- 0.1	- 0.1	0.0	0.2	0.5	0.2	- 0.3	- 0.0	- 0.2	- 0.5	- 0.3
6.7	Cotisations sociales (2) ...	0.3	0.0	0.1	0.1	0.5	0.4	0.0	- 0.1	0.2	0.0	- 0.2	0.2
46	Salaires nets (3) = (1) - (2)	0.1	- 0.1	- 0.2	- 0.1	- 0.3	0.1	0.2	- 0.2	- 0.2	- 0.2	- 0.7	- 0.5
34.8	Prestations sociales (4) ..	1.2	0.4	0.2	0.8	2.7	2.4	- 0.5	0.4	0.1	0.4	0.5	0.9
80.8	Revenus salariaux et sociaux (5) = (3) + (4)	1.3	0.3	0.0	0.7	2.4	2.5	- 0.3	0.2	- 0.1	0.2	- 0.2	0.4
17.85	EBEI (6)	0.2	- 0.1	- 0.2	- 0.3	- 0.3	0.3	- 0.3	0.0	- 0.5	0.2	- 0.7	- 0.9
8.6	Impôts (7)	0.1	- 0.2	0.2	0.8	0.0	0.4	- 0.1	0.9	- 0.5	- 0.3	0.0	0.8
9.95	Solde des autres composantes du revenu (8)	- 0.1	- 0.2	0.2	0.0	- 1.2	- 0.3	0.4	0.1	0.0	0.3	1.1	0.6
100	Revenu disponible brut (9) = (5) + (6) - (7) + (8)	1.3	0.2	- 0.2	- 0.4	0.9	2.1	- 0.1	- 0.6	- 0.1	1.0	0.2	- 0.7

La consommation en période de ralentissement



(Taux d'accroissement trimestriel en volume)



au moins dans la première partie de l'année, le poids du durcissement de l'encadrement du crédit décidé fin 1982. Les avances en comptes courants et prêts personnels ont été plafonnés à leur niveau de fin novembre 1982, et la progression du financement des ventes à tempérament fortement ralentie.

Au total, si l'on en croît leurs réponses à l'enquête de conjoncture, les ménages ont une perception de leur propre situation financière ou du niveau de vie des Français en général qui confirme la dégradation de leurs ressources. Ces différents indicateurs résumés atteignent les niveaux les plus bas enregistrés à l'enquête.

2. La consommation

Les évolutions observées sur les revenus pèsent sur la consommation des ménages qui progresse faiblement en 1983, en glissement (+ 0,4 %) comme en moyenne annuelle (+ 0,8 %). Sa structure, marquée par une nette chute des achats de produits manufacturés et plus particulièrement de biens durables est caractéristique des phases de ralentissement de la progression des revenus des ménages.

La consommation des ménages sur le territoire (aux prix de l'année 1970)

Taux de croissance trimestriels

Part dans le total en 82		1982						1983					
		1	2	3	4	MA	GA	1	2	3	4	MA	GA
21.3	Alimentation	0.4	-0.3	0.2	-0.0	-0.1	+0.3	0.5	-0.2	0.0	-0.5	0.2	-0.2
6.5	Energie	-2.4	1.8	1.4	-2.7	0.3	-1.9	6.4	-0.3	-1.4	-0.8	4.2	+3.7
32.9	Biens manufacturés	2.2	1.3	-0.7	1.9	5.1	4.7	-2.3	-1.0	-0.9	0.9	-1.9	-3.4
	dont :												
10.8	- biens durables	4.4	2.8	-2.8	3.8	9.7	8.3	-5.2	-2.1	-3.6	4.4	-5.5	-6.6
8.3	- habillement	1.6	1.0	-1.1	1.9	4.2	3.4	-0.8	-1.4	-0.1	-2.7	-1.5	-5.0
13.8	- autres biens	0.9	0.3	1.3	0.4	2.2	2.9	-0.9	0.1	0.6	0.5	0.5	0.2
39.3	Services	2.1	1.2	-0.2	1.1	4.2	4.1	0.0	2.0	-0.4	1.7	2.8	3.4
100.0	Total	1.5	0.9	-0.2	0.9	3.3	3.1	-0.2	0.4	-0.5	0.8	0.8	0.4

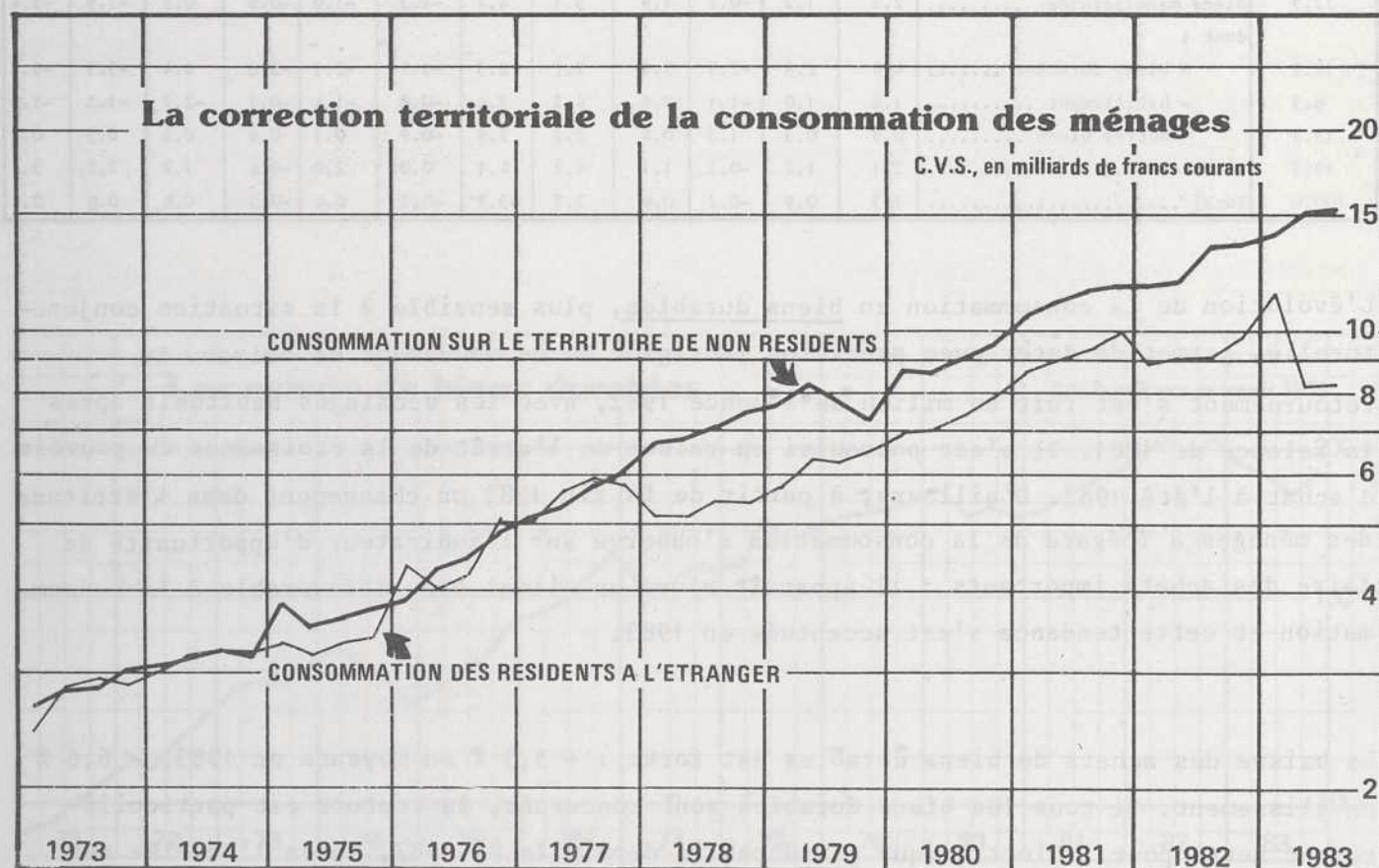
L'évolution de la consommation en biens durables, plus sensible à la situation conjoncturelle, permet de dater avec précision l'origine de ce mouvement de baisse. Le retournement s'est fait au milieu de l'année 1982, avec les décalages habituels après la relance de 1981. Il s'est poursuivi en raison de l'arrêt de la croissance du pouvoir d'achat à l'été 1982. D'ailleurs, à partir de la fin 1982 un changement dans l'attitude des ménages à l'égard de la consommation s'observe sur l'indicateur d'opportunité de faire des achats importants : il apparaît alors un climat très défavorable à la consommation et cette tendance s'est accentuée en 1983.

La baisse des achats de biens durables est forte : - 5,5 % en moyenne en 1983, - 6,6 % en glissement. Si tous les biens durables sont concernés, la rupture est particulièrement nette pour l'électronique grand public depuis la mi-1982, après l'envolée des

La correction territoriale de la consommation des ménages

milliards de francs courants

	1982					1983		
	1	2	3	4	MA	1	2	3
Consommation finale dans le reste du monde des ménages résidents	8.9	9.1	9.1	9.7	36.9	11.5	8.2	8.2
Consommation finale sur le territoire économique des non résidents	11.7	12.0	13.6	13.6	50.9	14.1	15.2	15.3
Solde (correction territoriale)	- 2.8	- 2.9	- 4.4	- 3.9	-14.0	- 2.7	- 7.1	- 7.1



achats à l'occasion de la coupe du monde de football. L'automobile est un peu à part dans la mesure où la baisse enregistrée sur ce poste est d'assez faible amplitude (- 0.8 % en moyenne annuelle). Une politique commerciale plus agressive de la part des constructeurs et la sortie de nouveaux modèles contribuent à expliquer le phénomène.

Le ralentissement de la progression de la consommation de services (+ 2,8 % en moyenne pour 1983 après + 4,2 % en 1982) a pour principale origine l'infléchissement des dépenses de santé (voir chapitre II).

Enfin pour passer des achats de biens de consommation sur le territoire à la consommation des ménages résidents, il faut retrancher les dépenses des touristes étrangers en France et ajouter les dépenses des Français à l'étranger. Or ces dernières présentent en 1983 un profil très particulier lié aux achats de voyage faits par anticipation à la veille de la mise en place du contrôle des changes. Après la vague de dépenses des touristes français au premier trimestre la série retombe à un niveau bas aux second et troisième trimestres. En l'absence de résultats définitifs sur le quatrième trimestre, on peut chiffrer provisoirement les économies de devises réalisées par le biais du contrôle des changes à environ 3 ou 4 milliards de francs, soit un chiffre un peu inférieur à celui qui avait été annoncé en mars 1983. L'enquête sur les départs en vacances réalisée par l'INSEE à l'automne 1983 montre également une réduction sensible du nombre des séjours des français à l'étranger l'été dernier (- 7 %), qu'il est toutefois difficile de traduire directement en économies de devises.

Les crédits de trésorerie aux particuliers

(Milliards de Francs courants)

	1981	1982					1983				
	4	1	2	3	4	GA	1	2	3	4*	GA*
Avances en comptes courants et prêts personnels	36.8	39.7	43.2	44.1	47.9	+30.2%	47.9	48.0	47.5	48.0	+ 0.2%
Ventes à tempérament	30.7	31.6	33.5	33.6	37.0	+20.5%	38.3	39.8	41.1	45.8	+23.8%
Total	67.5	71.3	76.7	77.7	84.9	+25.8%	86.2	87.8	88.6	93.8	+10.5%
Total CVS	67.0	71.3	75.6	79.6	84.2	+25.7%	86.2	86.5	90.8	93.0	+10.5%

Source : Banque de France

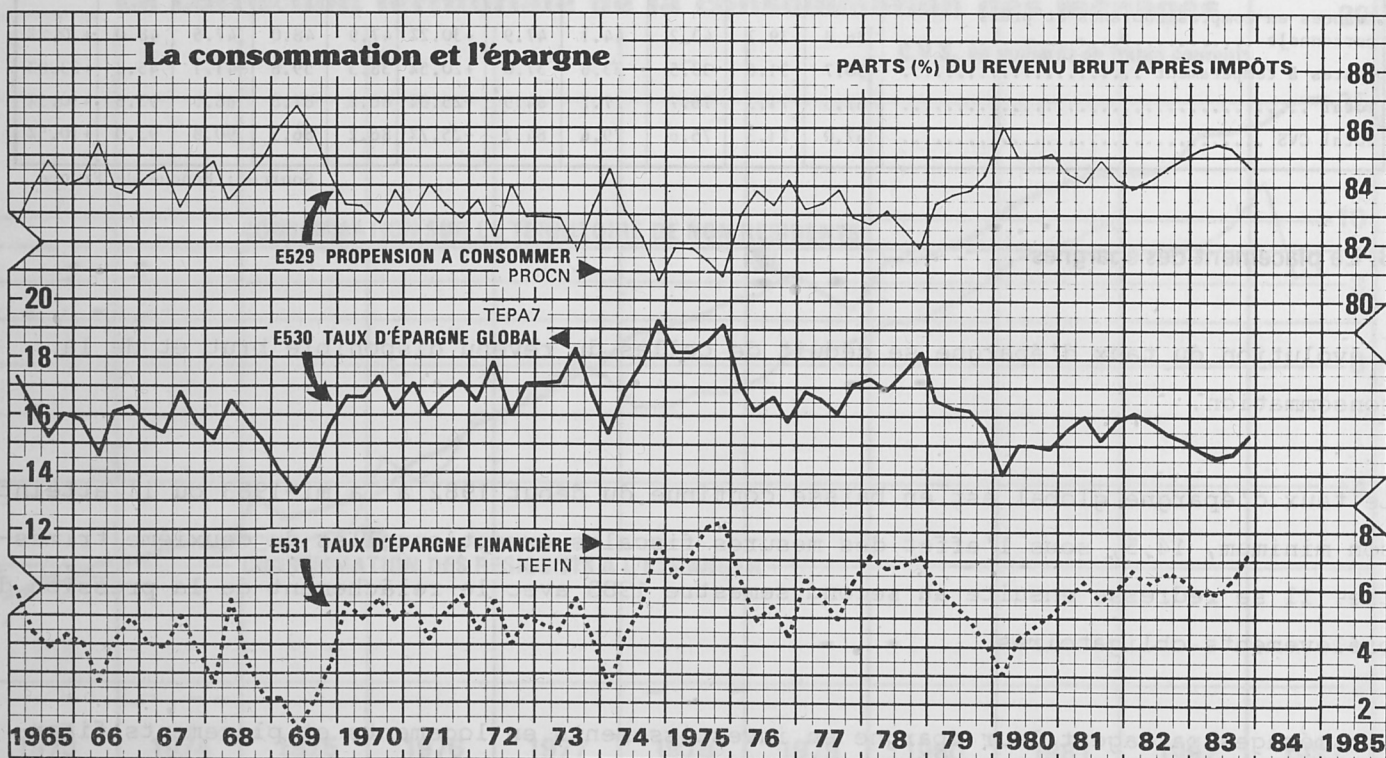
3. Le placement des épargnes

L'évolution du taux d'épargne se déduit de celles du revenu disponible brut et de la consommation.

Le taux d'épargne global est en baisse continue du début 1982 à la mi-1983 où il atteint son minimum, 14,5, sous l'effet des mesures fiscales exceptionnelles du deuxième trimestre. Il se redresse ensuite au second semestre 1983 avec le relâchement de la pression des prélèvements obligatoires.

Les ménages partagent leur épargne en investissements en logements et placements finan-

	1982					1983				
	1	2	3	4	MA	1	2	3	4	MA
Taux d'épargne ..	16.1	15.8	15.5	15.1	15.6	14.8	14.5	14.7	15.4	14.8
Taux d'épargne financière	6.7	6.1	6.6	6.3	6.4	5.9	5.9	6.3	7.2	6.3



ciers. La formation brute de capital fixe en logements poursuit sa baisse à un rythme rapide (- 7,4 % en moyenne annuelle en 1983 après - 6,6 % en 1982), même si le nombre des mises en chantier (environ 335.000 logements, soit une diminution de 3 % par rapport à 1982) laisse espérer un ralentissement de la baisse pour l'avenir. Aussi le taux d'épargne financière se stabilise-t-il en 1983 à un niveau élevé, 6,3 en moyenne annuelle. Comme par ailleurs le développement des crédits à l'habitat, et notamment des prêts bonifiés, se poursuit à un rythme soutenu de l'ordre de 13 % l'an, bien supérieur à la progression de la FBCF en valeur (0,8 % en 1983), les ménages dégagent pour leurs placements financiers des ressources plus importantes que ce que laisserait supposer la seule considération de leur taux d'épargne financière.

En 1983, les ménages ont privilégié le rendement par rapport à la liquidité. Ils ont contribué de manière notable au développement du marché financier. Les émissions nettes d'obligations dans le public passent de 116 milliards en 1982 à 150 milliards en 1983 environ, dont 72,3 milliards ont été souscrites par les ménages sans compter l'emprunt obligatoire de 13,6 milliards. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cet engouement pour le marché financier : une spéculation à la baisse des taux, qui occasionne des gains en capital, à la faveur d'une décroissance très lente des rendements nominaux ; un niveau élevé des taux réels ; le développement des fonds communs de placement et de nombreuses innovations financières (titres participatifs, emprunts à fenêtre ou à warrants) ; enfin les performances réalisées par les placements boursiers au cours de l'année qui n'ont pu manquer de renforcer l'attrait de ce type d'épargne.

En revanche, on note en 1983 une baisse de la valeur réelle des liquidités détenues par les ménages, qui correspond à un freinage plus accentué des évolutions monétaires que de celles des prix. Le profil assez heurté observé au trimestre le trimestre est à rapprocher des prélèvements obligatoires des deuxième et troisième trimestres.

Les liquidités détenues par les ménages

taux de croissance trimestriels

	1982						1983					
	1	2	3	4	GA	MA	1	2	3	4	GA	MA
M3	3.2	2.7	2.9	2.4	11.7	11.2	2.8	2.2	1.6	2.6	9.5	10.2
Prix de détail	2.8	3.1	1.4	1.9	9.5	12.0	2.6	2.8	2.1	1.9	9.8	9.5
Encaisse réelle	0.4	-0.4	1.5	0.5	2.1	-0.8	0.2	-0.6	-0.5	+0.7	-0.3	0.7

Source : Banque de France

4. Les déterminants du partage consommation-épargne

L'évolution du taux d'épargne dans les deux dernières années est bien dans la ligne des habitudes antérieures des ménages. Ceci permet d'évaluer le rôle des deux facteurs fondamentaux dans la détermination du taux d'épargne, le revenu et l'inflation, dans les évolutions récentes.

Selon l'équation économétrique qui est retenue ici, le taux d'épargne est à court terme assez inerte et lié à ses valeurs passées. A long terme, il tend vers une valeur cible, au travers de modulations dues aux mouvements du pouvoir d'achat du revenu et des prix. L'évolution dynamique du taux d'épargne, telle qu'elle est prévue par l'équation, est retracée dans le tableau ci-dessous avec les contributions des diverses variables explicatives.

Les changements dans le rythme d'inflation ont une action en deux temps sur le comportement des ménages. Dans un premier temps, une diminution du taux d'inflation conduit les ménages à moins se presser pour effectuer leurs achats et donc augmente le taux d'épargne. Par la suite, avec des délais assez longs, les ménages prennent conscience d'une augmentation plus rapide que prévue de la valeur réelle de leurs actifs monétaires et ceci les conduit à réduire leur épargne. Cette attitude des ménages face à l'inflation prend une importance inhabituelle au moment du blocage des prix à la mi-1982 et contribue à une augmentation de 0.3 à 0.4 points du taux d'épargne à cette période. Un retour lent vers la contribution tendancielle de ce poste se dessine en 1983.

Mais la variable clef pour comprendre l'évolution de l'épargne est bien sûr le revenu. On voit que le passage de taux de croissance élevés du pouvoir d'achat du revenu jusqu'à la mi-1982 à une baisse lente depuis se traduit par une baisse d'environ deux points du taux d'épargne.

L'équation ne prévoit pas la baisse observée du taux d'épargne aux quatrième trimestre 1982 et premier trimestre 1983 : elle place cette baisse plus tardivement au printemps 1983. Deux éléments d'explication peuvent être avancés à ce phénomène.

Le traitement de l'inflation dans le modèle, peut-être satisfaisant pour les périodes où l'évolution du rythme de la hausse des prix est lente et régulière, est mal adapté en cas de blocage. Il suppose implicitement en effet que les ménages, anticipant une poursuite du ralentissement de l'inflation fin 82 début 83, se pressent moins qu'à

Les déterminants du taux d'épargne

(en points)

	1981		1982				1983			
	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4
Tendance de long terme	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2
Revenu	1,3	1,6	2,0	1,8	1,0	1,0	0,6	0,1	0,0	0,9
dont : impôts	- 0,1	- 0,2	- 0,0	- 0,1	- 0,1	- 0,6	- 0,3	- 0,8	- 0,1	0,0
Inflation	1,1	1,1	1,2	1,3	1,6	1,8	1,6	1,4	1,3	1,0
Taux prévu par l'équation	15,6	15,9	16,4	16,3	15,8	16,0	15,4	14,7	14,5	15,1
Taux observé	15,2	15,8	16,1	15,8	15,6	15,1	14,8	14,5	14,7	15,4
Résidu	-0,4	-0,1	-0,3	-0,5	-0,2	-0,9	-0,6	-0,2	0,2	0,3

l'ordinaire pour effectuer leurs achats, et en conséquence accroissent leur épargne. Or c'est probablement l'inverse qui s'est produit. Les ménages connaissaient le calendrier de la sortie du blocage des prix et ont dû faire des achats de précaution.

D'autre part, au premier trimestre 1983, une fraction de l'erreur d'estimation provient sans doute de l'augmentation exceptionnelle des achats de voyages à l'étranger, enregistrée à la veille de la mise en place du contrôle des changes.

Notons enfin, que selon ces résultats, l'effet sur le taux d'épargne de l'emprunt obligatoire des deuxième et troisième trimestres 1983 serait peu important.

Contribution de la demande interne et du crédit au développement du PIB réel (en volume)

Déclassement	Trimestre I		Trimestre II	
	Chang. de la demande interne	Contribution au total du développement du PIB	Chang. de la demande interne	Contribution au total du développement du PIB
PIB	1.2	0.9	1.2	0.9
Demande interne	-7.2	-0.3	-1.4	-0.2
{ demande pour l'exportation	-0.2	-0.02	-0.2	-0.02
{ demande de consommation	7.0	0.1	1.2	0.2
Crédit	1.4	0.6	1.4	0.6
{ épargne	1.2	0.5	1.2	0.5
{ épargne	0.2	0.1	0.2	0.1

Selon un schéma de type keynésien, on peut analyser l'évolution de la production en fonction de celle de la demande et de la capacité de production. La demande intérieure totale s'est accrue de 1.2 % au cours de l'année 1983, mais la forte progression des exportations a permis une croissance de 1.2 % de la demande totale. Les exportations ont progressé de 0.2 %, ce qui a entraîné une augmentation de la demande interne de 1.0 %. Cette dernière a été compensée par une augmentation de la production de 1.2 %, ce qui a entraîné une augmentation de la demande interne de 1.2 %. Une faible épargne de 0.2 % a permis de maintenir la production à son niveau initial, ce qui a entraîné une augmentation de la demande interne de 1.2 %.

La description qui suit met en évidence une certaine divergence des évolutions entre les produits.

Ce sont les branches industrielles qui ont eu la croissance, les branches non industrielles ont enregistré au contraire un léger fléchissement.

(1) On notera en passant sur l'année 1983, de violents mouvements de stocks qui ont entraîné une augmentation de la demande interne de 1.2 %, ce qui a entraîné une augmentation de la production de 1.2 %, ce qui a entraîné une augmentation de la demande interne de 1.2 %.

